



Questionnaire Solvabilité 2 Pilier 3

Résultats de l'enquête
« Benchmark Solvabilité 2 Pilier 3 »
menée en décembre 2015

Février 2016

kpmg.fr

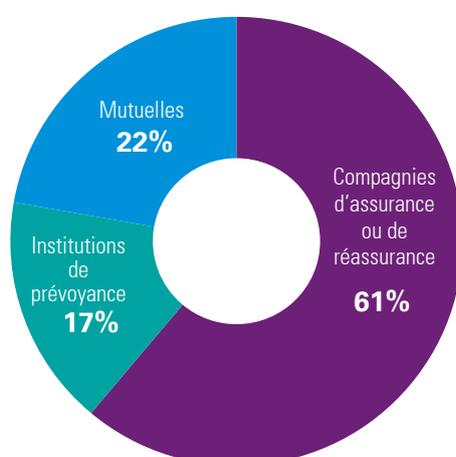


Introduction

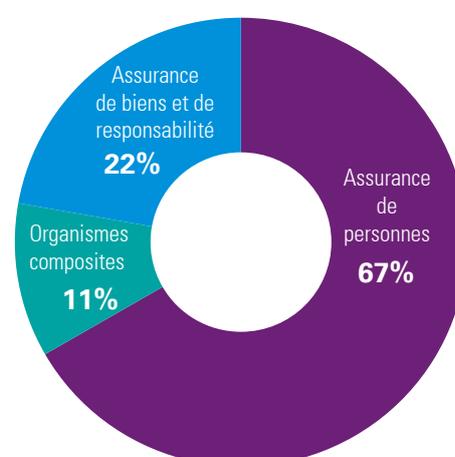
Ce document présente la synthèse de l'étude Benchmark Solvabilité 2 Pilier 3 menée en décembre 2015.

Les organismes ayant répondu au questionnaire représentent 43% de parts de marché de l'assurance en France. Leur décomposition en types d'organismes et en activité est la suivante :

Types d'organismes, en nombre



Activité



L'étude porte sur 6 enjeux majeurs :

- la mise en œuvre des QRT,
- le reporting trimestriel,
- le calcul du SCR,
- la transparence,
- l'atteinte d'un mode opératoire cible et les enjeux des premiers arrêtés en 2016.

Nous remercions les organismes ayant répondu de leur participation et restons à votre disposition pour répondre à toutes les questions relatives à cette étude.

Cordialement,



Stéphane Belon

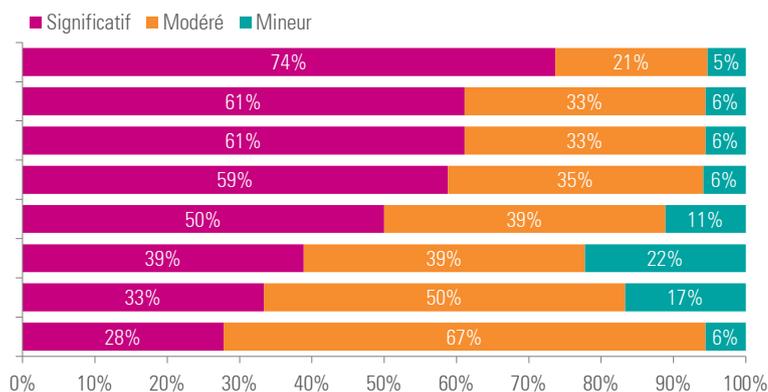
Associé
Finance & Risk Consulting Assurance
stephanebelon@kpmg.fr
+33 1 55 68 61 40

Mise en oeuvre

1

Quel niveau de difficulté pouvez-vous attribuer à chacun des éléments suivants ?

- Volume des informations requises
- Granularité des informations requises
- Obtention d'information des systèmes amonts
- Transition du mode projet vers un processus récurrent
- Production du SFCR/RSR
- Obtention d'information de la part des tiers
- Manque de clarté des exigences de reporting SII
- Mobilisation de ressources compétentes / formées



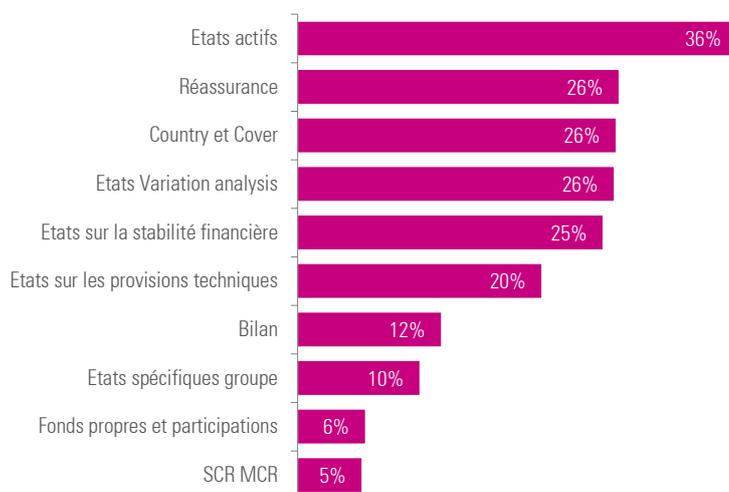
Le volume des informations reste un enjeu majeur, devant la granularité et l'obtention des informations des systèmes amonts.

On note qu'à l'heure de l'entrée en vigueur de la Directive, le passage d'un mode projet à un mode récurrent est une préoccupation de 59% des organismes ayant répondu, de même que la production des RSR et SFCR, qui ont jusqu'à présent été une seconde priorité. L'enjeu sur les ressources compétentes et formées arrive en tête des enjeux jugés modérés.

2

Quels sont les QRTs les plus difficiles à mettre en place en termes de disponibilité des données ?

Les états sur les actifs apparaissent comme ceux qui présentent le plus de difficultés en termes de disponibilité des données. Cela est dû en grande partie à l'importante volumétrie de cet état, et à des informations qui ne sont pas natives au sein des SI actifs. Les états de réassurance demanderont un effort lors de la mise en place. Les états variation analysis demandent une analyse de variation des fonds propres qui n'existe pas en l'état au sein des organismes. Les états country / cover exigent un découpage par line of business et pays non immédiatement disponible dans les systèmes. Concernant la stabilité financière, c'est le délai de remise plus court que pour les QRT qui fait peser un risque de disponibilité des données.

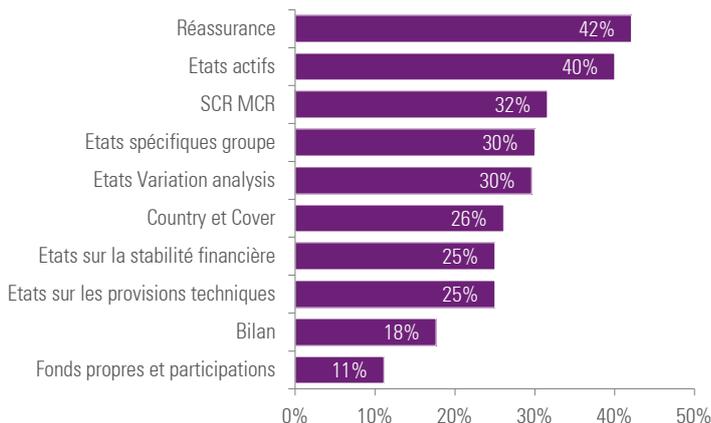


Mise en oeuvre

2

Les données nécessaires pour compléter les états de réassurance sont parfois présentes uniquement dans les traités papier. Leur collecte devra être manuelle. Les états actifs posent des enjeux de volumétrie et d'automatisation nécessaire des collectes. Les données requises pour les états SCR sont à ce stade dans la plupart des cas des données renseignées de façon manuelle. Les états spécifiques groupes nécessitent des développements supplémentaires des outils utilisés pour les consolidations des états financiers.

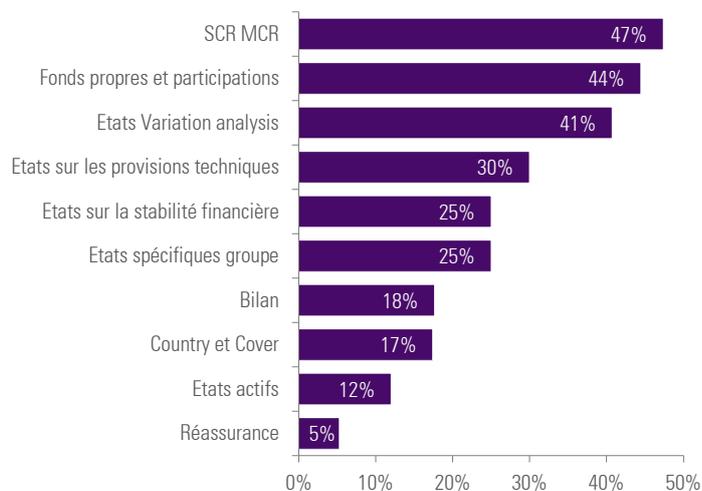
Quels sont les QRTs les plus difficiles à mettre en place en termes de collecte des données ?



2

Les états de Variation Analysis, de SCR et de fonds propres sont les plus difficiles à mettre en œuvre en termes de difficultés fonctionnelles métiers (par opposition à des difficultés liées aux outils). Ces états concentrent plusieurs notions nouvelles par rapport au régime de supervision précédent : variations des fonds propres éligibles, calcul des besoins en capital fondé sur les risques et des fonds propres éligibles qui s'appuient sur une approche économique du bilan. Les informations demandées dans les autres états sont conceptuellement plus proches que celles qui pouvaient exister avant la mise en place de Solvabilité 2.

Quels sont les QRTs les plus difficiles à mettre en place en termes d'enjeux fonctionnels métiers ?



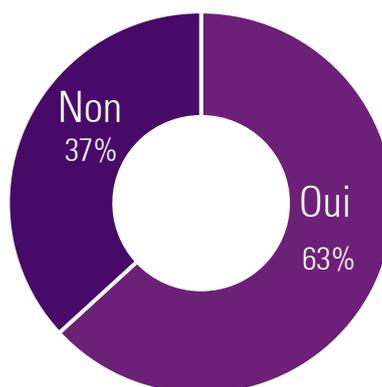


3

63% des organismes interrogés cherchent à produire pour le reporting trimestriel des chiffres identiques à ceux de l'arrêté annuel, communiqué 6 semaines plus tard. L'arrêté du 31 décembre 2016 est le premier pour lequel les organismes pourront tester cette ambition.

Trimestriel

Prévoyez-vous de produire des données au T4 identiques à celles publiées dans la remise annuelle ?

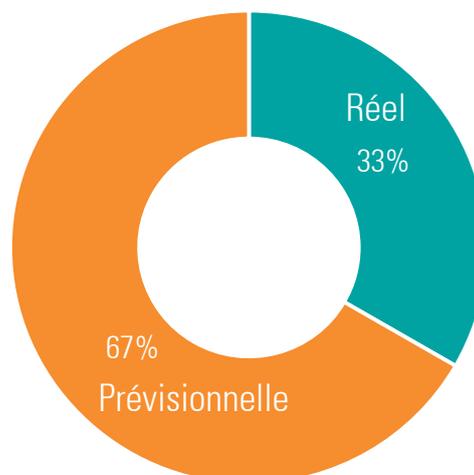


4

Les arrêtés trimestriels des provisions techniques se feront pour 2/3 des acteurs sur une base prévisionnelle, par mesure de simplification.

Cette tendance est liée aux délais de remise des reportings trimestriels et aux changements de fréquence des arrêtés, la majorité des acteurs ayant jusqu'à présent pour habitude de ne faire qu'un arrêté annuel.

Envisagez-vous de calculer vos provisions techniques pour les arrêtés sur la base du réel ou de manière prévisionnelle ?



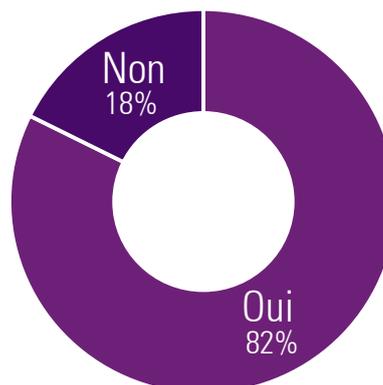
SCR

5

Dans le cadre de votre reporting QRT de fin d'année, votre SCR est-il calculé sur la base d'un arrêté réel ?

Pour 82% des organismes ayant répondu au questionnaire, le SCR de fin d'année est calculé sur une base réelle pour les besoins de reporting transmis à l'ACPR.

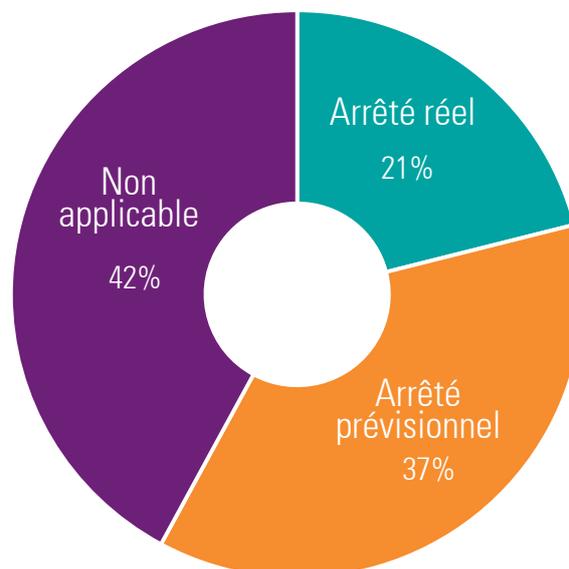
Ce qui ne signifie pas pour autant que des calculs estimatifs ne sont pas menés avant les délais de remise officielle, calculs permettant d'anticiper le niveau de SCR de l'année à des fins de pilotage ou de communication financière.



6

Comment votre SCR est-il calculé dans le cadre de vos reportings trimestriels ?

Parmi les entreprises soumises au reporting de stabilité financière, qui exige la production du SCR de façon trimestrielle, deux tiers envisagent de calculer un SCR sur la base d'arrêtés prévisionnels.

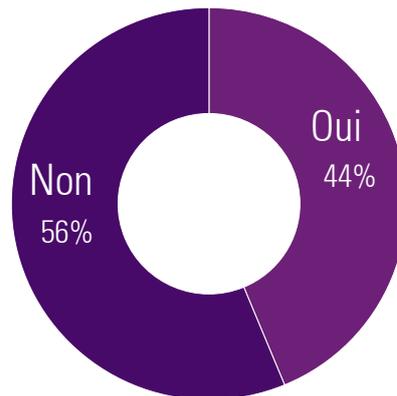


Transparisation

7

Avez-vous un outil de transparence ?

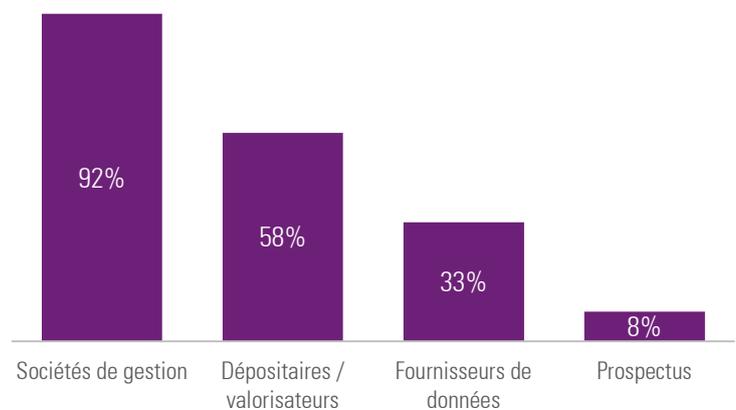
Parmi les organismes ayant répondu, 56% ne possèdent pas d'outil permettant de transcrire les fonds. Aucun des organismes consultés n'a indiqué détenir un outil différent pour le pilier 1 et pour le pilier 3.



8

Quelles sont vos sources pour les données transcrisées ?

Les sociétés de gestion sont dans la majorité des cas la source principale de données pour la transparence des fonds, devant les dépositaires et fournisseurs de données. Les prospectus représentent une part minimale des sources de données.

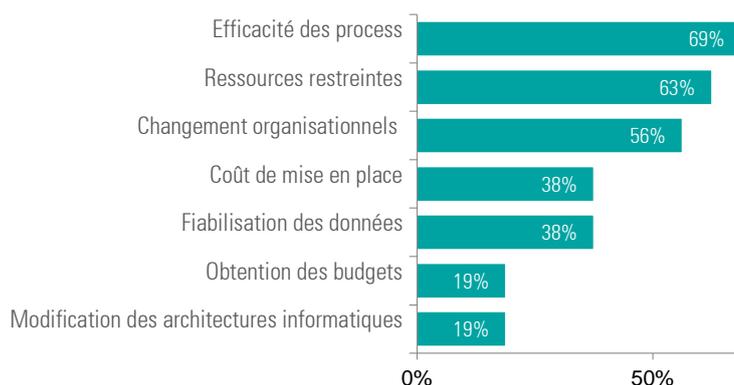


Cible

9

Aujourd'hui, quels sont les principaux enjeux liés à la mise en place du processus récurrent cible ?

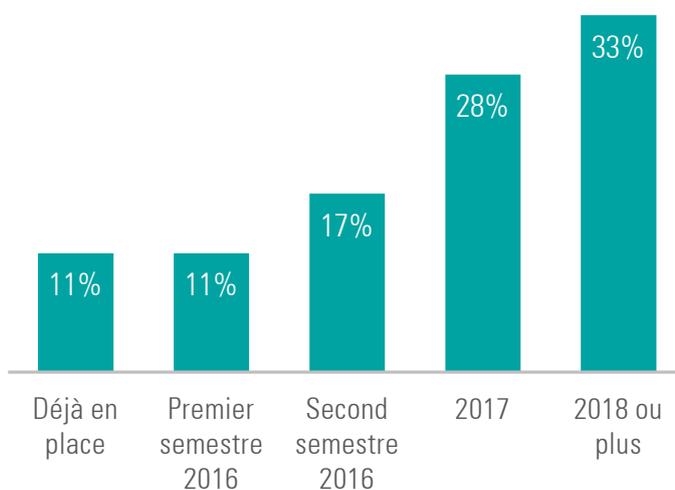
Les principaux enjeux d'atteinte d'un processus récurrent cible sont liés à des aspects de processus, de ressources ou d'organisation et non de solutions informatiques. Il ressort de cette étude que, désormais ce sont les aspects humains et organisationnels qui sont les principaux enjeux. Le passage d'un mode projet à un mode production récurrent, la clarification des rôles entre les fonctions risques et finance, et la capacité des équipes à produire des arrêtés de façon continue sont des préoccupations récurrentes en ce début d'année 2016.



10

A quel horizon pensez-vous être en mesure de vous stabiliser sur un processus récurrent ?

Les principaux enjeux étant de nature liée aux processus, aux ressources ou à l'organisation, l'atteinte de la cible en termes de processus entraîne des changements au sein des organismes qui pourront prendre du temps. Pour certains, la feuille de route devra intégrer les évolutions des normes IFRS 4 phase 2 et IFRS 9, l'entrée en application de cette dernière pour les assureurs étant soumise à exposé sondage jusqu'au 8 février 2016.



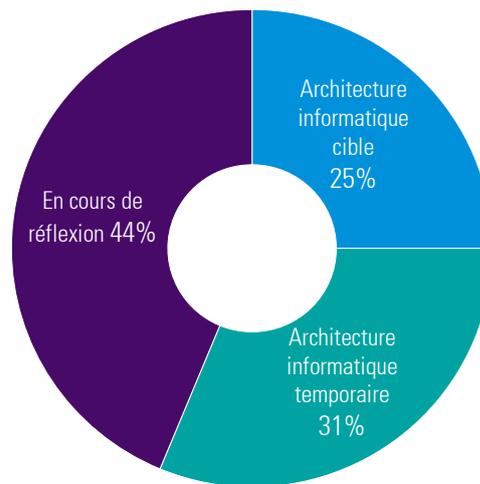
Cible / Premiers arrêtés

11

Etes-vous dans une architecture informatique cible ou utilisez-vous une solution temporaire ?

Parmi les organismes interrogés ayant répondu être en architecture temporaire, la moitié estime atteindre une architecture informatique cible en 2017, l'autre moitié au-delà.

Ce chiffre peut s'expliquer par le fait que certains QRT n'ont pas fait l'objet des exercices à blanc demandés par l'ACPR, et ne sont pas encore mis en place au sein des outils. La taxonomie XBRL, qui a été publiée en octobre 2015, nécessite des adaptations et recettes des interfaces avec les outils de reporting.



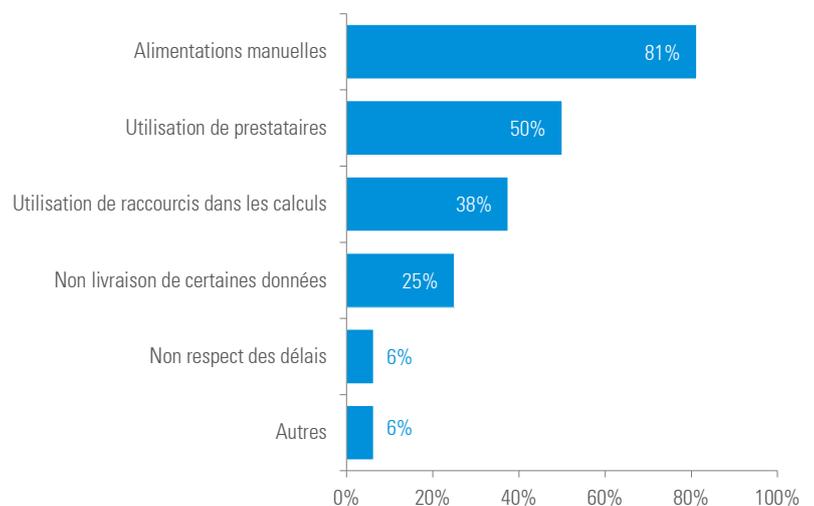
12

Quels sont les principaux risques ou conséquences liés à l'absence d'outils et de processus cible pour 2016 sur l'arrêté 2015 ?

Les alimentations manuelles vont suppléer l'absence d'outils et processus cible dans la majorité des cas.

L'utilisation de prestataires pour 50% des organismes sondés reste la solution à court terme, du fait de la juxtaposition des différents arrêtés (annuel et trimestriel), et de phases de production en périodes de congés.

L'utilisation de raccourcis, parfois au détriment de la qualité, est une option envisagée pour 38%, alors qu'un quart des organismes craint de ne pas être en mesure de livrer certaines données.



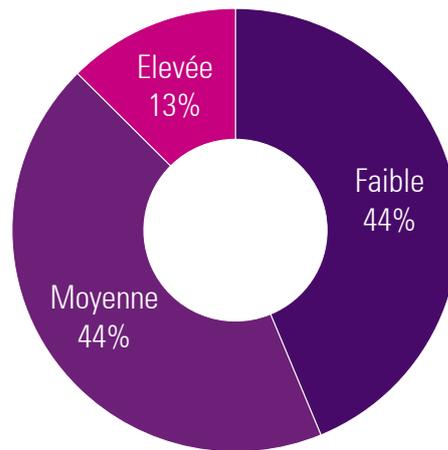
Premiers arrêtés

13

Quel niveau de qualité pensez-vous atteindre lors de la remise du 1er trimestre 2016?

Pour 88% des acteurs interrogés, la qualité des remises du premier trimestre 2016 sera un exercice pour lequel les processus et la fiabilité des données transmises restent perfectibles.

Cet exercice permettra de tester la capacité des organismes à produire dans des délais plus courts que les exercices à blanc, dans un délai qui se juxtapose avec le reporting d'ouverture.



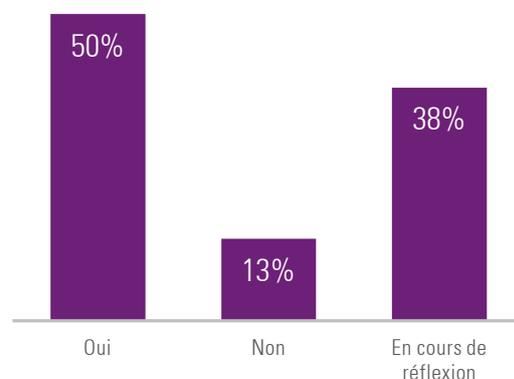
14

Avez-vous prévu d'inclure des éléments sur Solvabilité 2 dans votre communication financière traditionnelle ?

50% des acteurs prévoient d'inclure des éléments relatifs à Solvabilité 2 dans leur communication financière sur l'exercice 2015.

Selon l'étude « Solvency II exposed » menée par KPMG auprès de 16 acteurs cotés de l'assurance en Europe, cette proportion est de 94%

* étude «Solvency II exposed», novembre 2015, disponible en cliquant ici ou à cette adresse : <http://www.kpmg.com/FR/fr/IssuesAndInsights/ArticlesPublications/Pages/Etude-Solvabilite-II-012016.aspx>



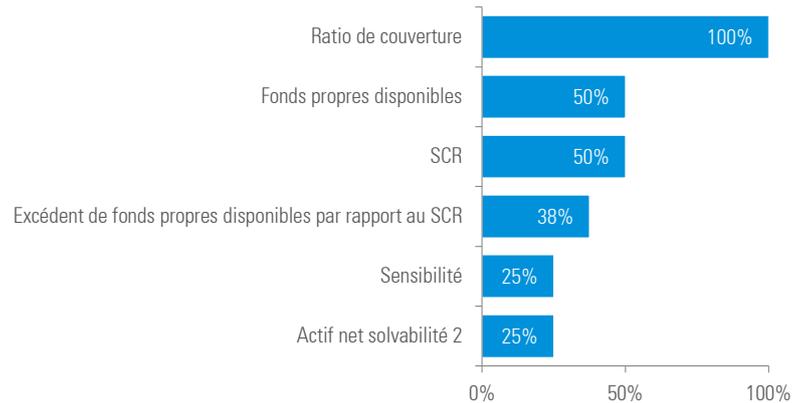
Premiers arrêtés

15

Si oui ? Lesquels ?

Le ratio de couverture est l'indicateur qui emporte le consensus en termes de publication externe. Seuls 50% des organismes envisagent d'en communiquer les composantes, fonds propres disponibles et SCR.

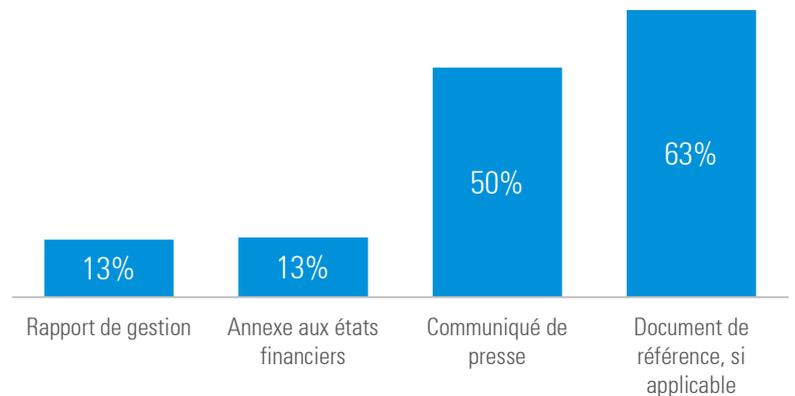
Les autres indicateurs sont jugés moins importants, bien qu'ils présentent un intérêt certain. Ils sont jugés peut-être trop techniques pour l'ensemble des lecteurs de la communication financière.



16

Si oui ? Dans quelle communication ?

Même si tous les acteurs interrogés n'ont pas encore décidé de l'endroit où les indicateurs Solvabilité 2 seraient publiés, 13% envisagent de le publier dans l'annexe aux états financiers. Cela implique que ces indicateurs soient audités, alors que l'audit de Solvabilité 2 n'est pas obligatoire en France en 2016.





Contact :

Stéphane Belon

Associé
Finance & Risk Consulting Assurance
Email : stephanebelon@kpmg.fr
Tél : +33 1 55 68 61 40

kpmg.fr



© 2016 KPMG France, membre français du réseau KPMG International constitué de cabinets indépendants adhérents de KPMG International Cooperative, une entité de droit suisse. Tous droits réservés. Le nom KPMG et le logo sont des marques déposées ou des marques de KPMG International.

Cette étude est confidentielle, elle vous a été adressée personnellement pour votre usage interne et elle ne doit pas être diffusée ou communiquée à des tiers sans l'accord préalable de KPMG.

Les informations contenues dans ce document sont d'ordre général et ne sont pas destinées à traiter les particularités d'une personne ou d'une entité. Bien que nous fassions tout notre possible pour fournir des informations exactes et appropriées, nous ne pouvons garantir que ces informations seront toujours exactes à une date ultérieure. Elles ne peuvent ni ne doivent servir de support à des décisions sans validation par les professionnels ad hoc. KPMG S.A. est une société anonyme d'expertise comptable et de commissariat aux comptes à directeur et conseil de surveillance au capital social de 5 497 100 euros. 775 726 417 RCS Nanterre. Siège social : Tour Egho - 2 avenue Gambetta - 92066 Paris La Défense Cedex. KPMG S.A. est membre du réseau KPMG International constitué de cabinets indépendants adhérents de KPMG International Cooperative (« KPMG International »), une entité de droit suisse. KPMG International ne propose pas de services aux clients. Aucun cabinet membre n'a le droit d'engager KPMG International ou les autres cabinets membres vis-à-vis des tiers. KPMG International n'a le droit d'engager aucun cabinet membre. Crédits photographique: Freepik